



Cahier des Clauses Administratives Particulières

**Marché de maintenance des installations courants
forts pour le campus Aix-Marseille-Provence de l'Ecole
Nationale Supérieure des Mines de Saint-Etienne**

Table des matières

1.OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.1 Identification du pouvoir adjudicateur	3
1.2 Objet du marché	3
1.3 Etendue de la consultation	3
1.4 Décomposition en tranches ou en lots	3
1.5 Variantes	3
2.DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION	3
2.1 Durée du marché	3
2.2 Reconduction	4
2.3 Durée d'exécution	4
2.4 Prolongation des délais	4
3.CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	4
4.SECURITE	4
5.SOUS-TRAITANCE	5
6.GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES	6
7.DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
8.MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX, REGLEMENT DES COMPTES	6
8.1 Répartition des paiements	6
8.2 Caractéristiques des prix pratiques	6
8.3 Variations dans les prix	7
9. FACTURATION	7
10.AVANCES	8
11.RETENUE DE GARANTIE	8
12.MODIFICATIONS DES CLAUSES DU MARCHE	8
13.PENALITES	9
14.ASSURANCES	9
15.DISPOSITIONS DIVERSES	10
15.2 Confidentialité :	10
15.2 Protections des données personnelles	10
15.3 Résiliation du marché	10
15.4 Exécution aux frais et risques	10
15.5 Droit et langue	11
16.DEROGATIONS AU C.C.A.G.	11

1.OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 Identification du pouvoir adjudicateur

École Nationale Supérieure des Mines de Saint-Étienne ; sise 158 cours Fauriel, CS 62362, 42023 Saint-Étienne cedex 2 ; représentée par son Directeur M. Jacques FAYOLLE ; École de l'Institut Mines-Télécom, Établissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (E.P.C.S.P.) dont le siège est situé 19 place Marguerite Perey, 91120 Palaiseau.

1.2 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la maintenance des installations courants forts de l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Saint-Etienne pour son site de Gardanne.

Lieu d'exécution de la prestation :

Campus Aix-Marseille-Provence de l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Saint-Etienne, 880 route du Mimet, 13120 Gardanne.

1.3 Etendue de la consultation

La présente consultation sera passée selon une procédure adaptée en vertu des articles R2123-1 à R2123-7 du Code de la Commande Publique. Conformément à l'article R.2123-5 du Code de la Commande Publique, l'acheteur a prévu la possibilité de négocier mais se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

1.4 Décomposition en tranches ou en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

1.5 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION

2.1 Durée du marché

Le présent marché prendra effet à compter de la date de notification au titulaire pour une durée d'un an ferme. Il sera reconduit annuellement par voie expresse dans la limite de 3 reconductions (soit une durée totale de 4 ans).

2.2 Reconduction

La décision de reconduction prise annuellement par le pouvoir adjudicateur est notifiée au plus tard deux mois avant la fin de validité du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

2.3 Durée d'exécution

Les délais d'exécutions des prestations sont mentionnés dans le CCTP.

Le prestataire devra respecter scrupuleusement ces délais sous peine d'application de pénalité de retard.

2.4 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13-3 du CCAG-FCS.

3.CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations techniques du marché.

Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

4.SECURITE

Protection de l'environnement, sécurité et santé :

Conformément à l'article 7 du CCAG des marchés publics de fournitures courantes et services, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Réparation des dommages :

Conformément à l'article 8 du CCAG de fournitures courantes et services, les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire. Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de l'acheteur. Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de l'acheteur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par l'acheteur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci. Les dommages de toute nature, causés par le maître d'ouvrage, au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du maître d'ouvrage.

5.SOUS-TRAITANCE**Présentation d'un sous-traitant**

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties du marché, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du **formulaire DC4**.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du contrat, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

Paiement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

6.GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

7.DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces contractuelles sont les suivantes :

- ATTRI1 - Acte d'engagement
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou autre document qui en tient lieu et ses annexes
- L'offre technique et financière du candidat

Les pièces constitutives du marché, prévalent en cas de contradictions ou de différences, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-avant.

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie

8.MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX, REGLEMENT DES COMPTES

8.1 Répartition des paiements

L'ATTRI1 indique ce qui doit être réglé au titulaire du marché.

8.2 Caractéristiques des prix pratiques

Les prestations maintenance préventives seront réglées par application de prix forfaitaires établis dans la Décomposition des Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

Les prestations de maintenance curative feront l'objet d'un devis de la part du titulaire (qui devra être validé par l'EMSE) en reprenant les tarifs de main d'œuvre et de déplacement mentionnés au BPU. Les prix du marché sont exprimés en euros H.T.

8.3 Variations dans les prix

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG FCS, La date d'établissement des prix sur la base des conditions économiques en vigueur dit mois 0 sera la date limite de remise des offres.
Les prix sont fermes et non révisables pour la période initiale de douze mois à compter de la notification du marché.

A la date anniversaire de reconduction, les prix seront révisés annuellement 1 seule fois par application de la formule ci-après. Le prix obtenu sera alors ferme pour la période de reconduction considérée.

$$P = P_o * (0.7 * (ICHTrev-TS IME / ICHTrev-TS IME_o) + 0.3 * IPP / IPP_o)$$

Formule dans laquelle :

P = prix révisé

P_o = prix initial HT de l'offre

IPP = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – A38 CJ, CPF 27 – Équipements électriques (Identifiant INSEE : 010534825)

ICHTrev-TS IME et **ICHTrev-TS IME_o** = Indice du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Dans le secteur : Industrie mécaniques et électriques (Identifiant INSEE : 001565183).

Cette formule de révision s'applique à l'ensemble des prix du marché.

9. FACTURATION

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du CCP.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur :

Nom : MINES Saint-Etienne

Le code service MINES Saint-Etienne pour la facturation Chorus :

MSE_FACTURES_SERVICE_FINANCIER

SIRET : 180 092 025 00105

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

10.AVANCES

Les conditions de versements de l'avances sont fixées à l'article 11 du CCAG-FCS.

L'option A est retenue pour ce marché.

Au terme de l'article R2191-3 du code de la commande publique, une avance de 20% est accordée au titulaire du marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000€HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

11.RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie pour le versement de l'avance.

12.MODIFICATIONS DES CLAUSES DU MARCHE

Conformément à l'article R2194-7 du Code de la Commande Publique, le présent marché pourra faire l'objet de modifications ultérieures tant que celles-ci ne sont pas substantielles ; c'est-à-dire non susceptibles de porter préjudice à l'entièreté du marché. Ces modifications pourront porter sur des adaptations techniques mineures ainsi que l'ajustement des quantités.

13.PENALITES

Pénalités de retard

Le pouvoir adjudicateur dispose de la possibilité d'appliquer au titulaire, sans mise en demeure préalable :

- Une pénalité journalière de 60€/jour (jours ouvrés) de retard pour non-exécution des prestations de maintenance préventive selon le planning joint. Au-delà de 1 mois de retard et à défaut, l'exécution des prestations pourra être effectuée par un tiers aux frais et risques du titulaire dans le cadre des dispositions de l'article 36 du CCAG-FCS.
- Une pénalité forfaitaire de 50€ par heure de retard pour non intervention dans un délai contractuellement fixé par le CCTP en cas de dépannage urgent ne pouvant dépasser 8h.

Pénalités pour mauvaise exécution de la prestation :

En cas de non-respect des engagements contractuels ou de manquements ou mauvaise exécution des prestations par le titulaire (ex : non remise d'un rapport ou non-respect d'une gamme de maintenance), celui-ci encourt l'application d'une pénalité forfaitaire égale à **100€ par constat de mauvaise exécution**, sans mise en demeure préalable. Le pouvoir adjudicateur en informera par écrit le titulaire en précisant les manquements constatés.

Exécution aux frais et risques :

En cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, le pouvoir adjudicateur, après mise en demeure restée sans effet, se réserve le droit de faire exécuter cette prestation par un tiers au frais et risques du titulaire.

En cas de mauvaise exécution répétée, le pouvoir adjudicateur pourra être amené à procéder à la résiliation du marché pour faute du titulaire.

14.ASSURANCES

Dans un délai de quinze (15) jours à dater de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'objet et l'importance de la prestation. À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

15.DISPOSITIONS DIVERSES

15.2 Confidentialité :

L'ensemble des personnels du prestataire sera tenu à une obligation de confidentialité et au secret professionnel. Ils ne devront en aucun cas faire état de l'existence des laboratoires et/ou d'éléments en liens, en dehors du cadre professionnel.

15.2 Protections des données personnelles

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement destiné à l'Ecole des Mines de Saint Etienne.

Les éventuelles données personnelles contenues dans les pièces de candidature et d'offres remises par les candidats ne seront utilisées que pour les finalités suivantes :

- analyse des offres
- suivi de la prestation concernant le candidat qui sera retenu.

Les destinataires des données sont le Service Achats/Marchés de l'Ecole des Mines de Saint-Etienne et le service prescripteur.

Conformément à l'article 108 du décret n°2016-360, les plis des candidats non retenus sont ensuite archivés pendant 5 ans. Les pièces constitutives du marché public sont archivées pendant une durée minimale de 5 ans à compter de la fin d'exécution pour les marchés de fourniture et services et 10 ans pour les marchés de travaux et de maîtrise d'œuvre.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Vous pouvez accéder aux informations vous concernant en vous adressant au Délégué à la Protection des Données (Max Hervy 16693) : cnil@mines-stetienne.fr. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.

15.3 Résiliation du marché

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS s'appliquent sans aucune autre disposition particulière.

15.4 Exécution aux frais et risques

En cas d'inexécution par le titulaire de prestations ne pouvant subir aucun retard, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 36 du CCAG-FCS.

Les autres dispositions de l'article 36 du CCAG-FCS s'appliquent également.

15.5 Droit et langue

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal administratif de Lyon sera compétent.

Tribunal Administratif de Lyon
Palais des Juridictions administratives
184, rue Duguesclin
69433 Lyon Cedex 03
Téléphone : 04 87 63 50 00
Télécopie : 04 87 63 52 50
Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr

Les pièces du marché seront obligatoirement rédigées en français.

16.DEROGATIONS AU C.C.A.G.

L'article 8.3 du présent CCAP déroge à l'article 10.1 du C.C.A.G-F.C.S.

L'article 13 du présent CCAP déroge à l'article 14.1 du C.C.A.G.-F.C.S.